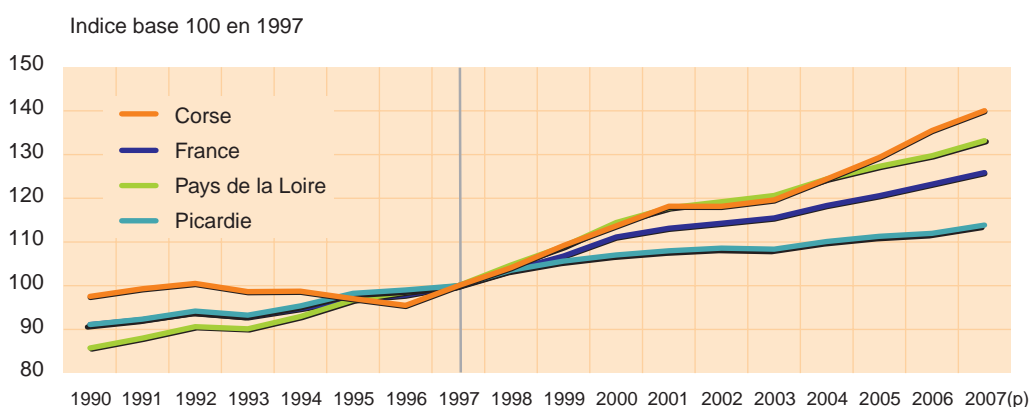


Entre 1990 et 2007, la richesse produite en Corse, mesurée par le produit intérieur brut, a augmenté à un rythme moyen de 2,1 % par an, voisin de la moyenne nationale. Après plusieurs années de quasi-stagnation, l'économie corse a décollé à partir de 1997 et figure depuis parmi les plus dynamiques de France. Ce dynamisme est commun à la plupart des îles européennes qui présentent, par ailleurs, certaines similitudes dans leur paysage économique. La Corse est ainsi plus proche de ces territoires insulaires, notamment des départements d'outre-mer, que de la plupart des régions continentales françaises. En Corse, la croissance économique a bénéficié jusqu'en 2003 des effets favorables du tourisme et, depuis 1999, de la très forte expansion de la construction. De plus, les services administrés contribuent largement à cette dynamique d'ensemble. Les services aux entreprises participent également à ce mouvement depuis les dernières années. Si le dynamisme de l'économie insulaire est un atout majeur pour l'émergence de l'innovation, sa structure particulière - faible industrie, surreprésentation de l'administration - en limite le potentiel.

En 2007, le produit intérieur brut (PIB) de la Corse s'est accru de 3,3% en volume par rapport à 2006, soit 1,1 point de plus que la moyenne nationale. Sur longue période, la croissance de l'économie corse est néanmoins proche de celle de la France métropolitaine : 2,1 % par an de 1990 à 2007 contre 1,9 % au niveau national. Au-delà des spécificités de l'appareil productif insulaire, les fluctuations de la croissance en Corse correspondent en effet aux principales phases des cycles économiques nationaux. Ainsi, la dépression économique mondiale, enregistrée au début des années 90, n'a pas épargné la Corse. Cependant, elle a été plus durable sur l'île qu'au niveau national. Alors que la reprise s'amorçait dès 1994 dans la plupart des régions, la récession s'est prolongée en Corse jusqu'en 1996. A l'inverse, le rebond économique, débuté en 1997, a été rapide et durable, la croissance en Corse étant quasiment toujours supérieure à la moyenne nationale.

Evolution des PIB régionaux en volume



Source : Insee, Comptes régionaux.

Ainsi, au cours des dix dernières années, le PIB régional a augmenté en moyenne de 3,4 % par an, plaçant la Corse au premier rang régional. Ce rythme est plus de deux fois supérieur à celui des régions aux croissances les plus faibles (Picardie, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Champagne-Ardenne, Basse-Normandie). Sur la même période, la croissance française s'établit à 2,3 % par an.

Un dynamisme commun aux îles européennes

Comme la Corse, la plupart des îles européennes bénéficient d'une croissance économique soutenue. Elle est en effet nettement plus élevée que la moyenne des 27 états membres (+ 4,5 %). Seules les régions de Sicile et de Sardaigne échappent à ce dynamisme.

Entre 1997 et 2005, les Canaries, les Baléares, Madère, les Açores et Chypre connaissent une croissance sensiblement supérieure à celle de la Corse. Parallèlement, les départements d'outre-mer français, l'île de Malte et la Crête enregistrent une croissance voisine. Le PIB par habitant de ces territoires

insulaire demeure néanmoins inférieur à la moyenne européenne, à l'exception de celui des Baléares. Cet écart est modéré dans le cas de la Corse, de Madère, des Canaries et de Chypre. Il est beaucoup plus marqué pour les Dom et les autres îles. Les Baléares et Chypre sont d'ailleurs les seules îles européennes ne bénéficiant ni de l'objectif 1 des fonds structurels européens, ni du soutien transitoire à l'objectif 1.

Caractéristiques des îles européennes

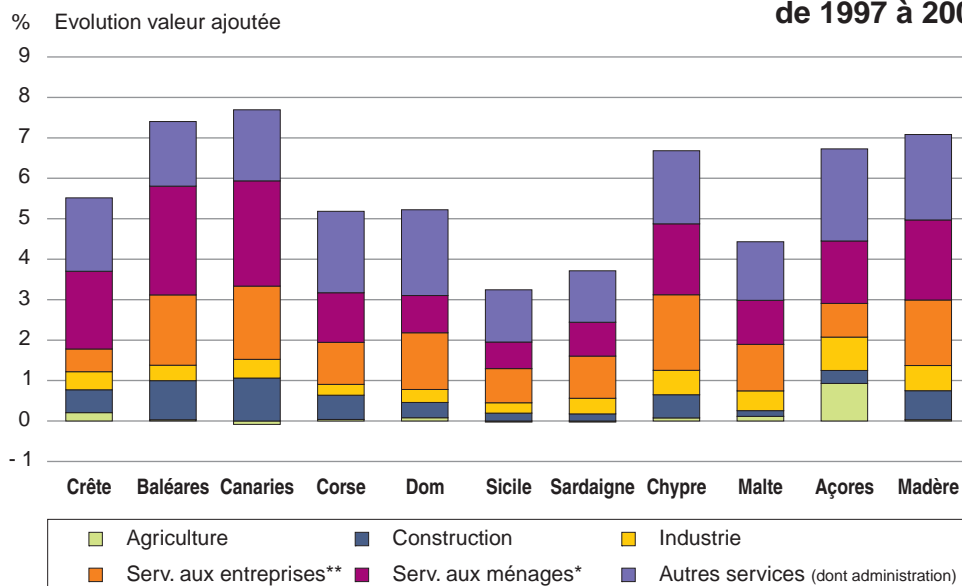
	Taux de croissance annuelle du PIB en valeur de 1997 à 2005 (%)	PIB par habitant 2005 en SPA* écart à la moyenne UE27 en 2005 (%)	Population en 2005 (en milliers d'habitants)	Croissance annuelle de la population de 1997 à 2005 (%)	Part de la population âgée de 65 ans et + en 2005 (%)
Crête	4,6	- 18	602	0,5	17,3
Baléares	8,0	14	972	2,9	13,9
Canaries	8,3	- 6	1 931	2,4	12,1
Corse	5,2	- 11	278	0,9	19,2
Dom	5,2	- 34	1 822	1,4	9,3
Sicile	3,3	- 33	5 015	0,0	18,1
Sardaigne	3,8	- 20	1 653	0,0	17,8
Chypre	7,2	- 7	758	1,5	11,9
Malte	5,1	- 23	404	0,9	13,2
Açores	7,0	- 33	242	0,2	12,5
Madère	7,4	- 5	245	0,0	13,2

*standard de pouvoir d'achat
Source : Eurostat.

Croissance et peuplement fortement liés

Si le dynamisme économique est un trait commun aux territoires insulaires européens, leur comparabilité doit être relativisée. En effet, la démographie de ces îles n'est en rien analogue : les niveaux de population varient d'un facteur 1 à 20 entre la Sicile et Madère. L'accroissement démographique est également très disparate. Quasiment nul dans les îles italiennes et portugaises, il est soutenu dans les autres régions et même extrêmement rapide au sein des îles espagnoles. On observe ainsi une corrélation très forte entre le peuplement des territoires et leur croissance économique. Par ailleurs, la part des populations âgées est variable. La Corse est à cet égard la plus « âgée » des îles européennes avec près d'une personne sur cinq âgée de 65 ans et plus. Ces facteurs démographiques ne sont pas sans lien avec le potentiel d'innovation des territoires. La croissance de la population, portée le plus souvent par des phénomènes migratoires et donc l'attractivité relative d'une région, peut être considérée comme un élément favorisant l'innovation. Inversement, une part élevée de population âgée, pour la plupart inactive, peut être un frein à l'innovation.

Contributions sectorielles à la croissance dans les îles européennes de 1997 à 2005

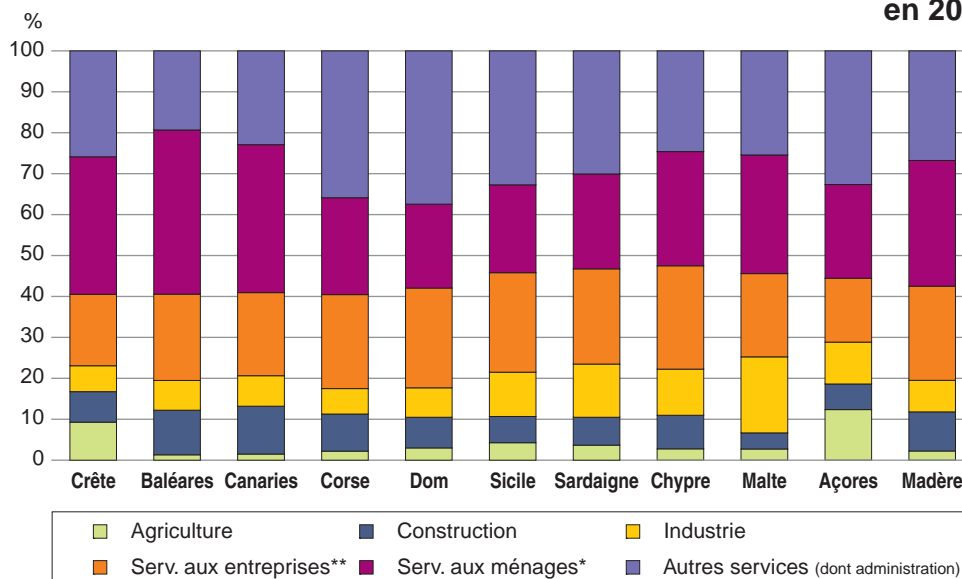


*yc commerce et transports
 **yc activités financières et immobilières
 Source : Eurostat, nomenclature NACE.

Les économies insulaires essentiellement tertiaires

La structure du système productif est également une composante fondamentale pour apprécier le potentiel d'innovation d'un territoire. A cet égard, les îles européennes présentent en première analyse un certain nombre de traits communs. L'agriculture pèse en général peu (sauf en Crète et dans les Açores) et les économies insulaires sont essentiellement tournées vers le tertiaire. Ce dernier représente autour de 80 % de la valeur ajoutée créée par les îles européennes. Certaines disparités subsistent néanmoins. Ainsi, l'industrie et les services

Répartition structurelle de la valeur ajoutée dans les îles européennes en 2005



*yc commerce et transports
 **yc activités financières et immobilières
 Source : Eurostat, nomenclature NACE.

destinés aux entreprises, secteurs dans lesquels l'innovation peut plus aisément prendre corps, ont un poids dans l'économie variant de 24 % en Crête à près de 40 % dans la très industrielle république de Malte. La Corse figure en bas de ce classement, pénalisée par l'importance de ses services administrés. La sélection de ces secteurs comme « potentiellement innovants » comporte toutefois une large part d'arbitraire, aucune activité n'étant a priori exempte d'innovation. Ainsi, parmi les services aux ménages, figurent les activités de télécommunication qui sont très porteuses d'innovation mais que les données disponibles ne permettent pas d'isoler.

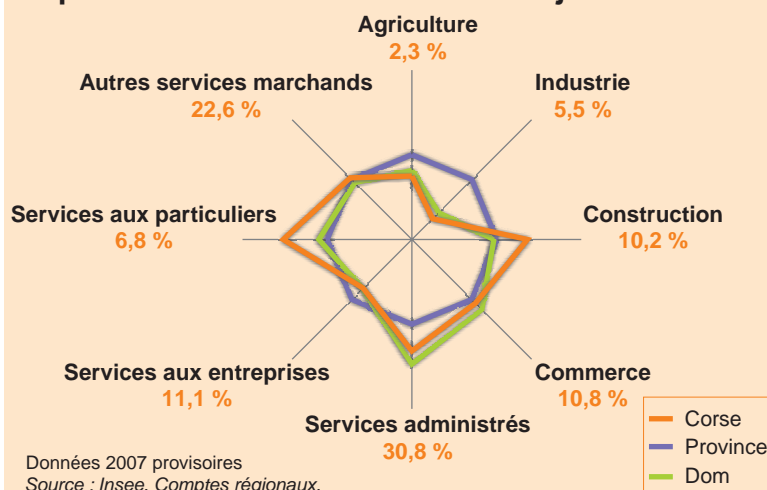
Le paysage économique de la Corse distinct de celui des régions du continent

Si l'économie de la Corse a des caractéristiques communes avec les îles européennes, elle affiche des différences marquées avec le territoire métropolitain français. Ainsi, la répartition sectorielle de la richesse produite en Corse se distingue nettement de celle de l'ensemble des régions de province. L'économie corse se caractérise en effet par une place prépondérante du secteur tertiaire. Les services marchands bénéficient notamment de l'importance des activités touristiques. De plus, les services administrés sont surreprésentés. Le secteur de la construction est un autre pilier de l'économie régionale tant par son poids que par son dynamisme. A l'inverse, le tissu industriel est très restreint, de même que les activités agricoles qui représentent en 2007 à peine plus de 2 % de la richesse produite. Cette répartition de la valeur ajoutée ne trouve pas d'équivalent parmi les régions métropolitaines. En revanche, il existe certaines similitudes avec les économies d'outre-mer, qui, comme en Corse, se caractérisent par le poids majeur de l'administration ainsi qu'une industrie et un secteur agricole peu développés.

Industrie peu développée

La Corse est de très loin la région la moins industrialisée de France. Les **activités industrielles** (y compris énergie) représentent moins de 6 % de la valeur ajoutée totale, contre 14 % au niveau national (et 16 % en France de province). Au cours des dix dernières années, leur progression est en moyenne de 3,3 % par an en valeur, la plus forte des régions métropolitaines, deux fois plus rapide qu'en moyenne nationale. Il s'agit d'un rythme certes soutenu mais qui demeure néanmoins inférieur aux autres secteurs de

Répartition sectorielle de la valeur ajoutée en 2007



Les ratios PIB par habitant et PIB par emploi

Le PIB par habitant s'établit en 2007 à près de 25 000 euros, soit 6 % de moins que la moyenne de province. Cet indicateur mesure la richesse créée par une économie, rapportée au nombre d'habitants et non les revenus par tête de la population. Il situe la Corse parmi le dernier tiers du classement régional. Néanmoins, l'écart était sensiblement plus marqué dix ans auparavant. Avec un PIB par habitant presque 20 % inférieur à la moyenne de province, la Corse se situait en 1997 décrochée à la queue du classement régional. Depuis dix ans, un puissant mouvement de rattrapage s'est donc opéré. La progression du PIB par habitant reflète à la fois les dynamiques économique et démographique qui sont toutes deux très rapides en Corse. Toutefois, la croissance de cet indicateur n'est pas toujours le signe de vigueur économique. Par exemple, le PIB par habitant de Champagne-Ardenne est, en 2007, de 4 % supérieur à la moyenne de province et a augmenté aussi vite depuis 1997, mais cela reflète surtout la baisse de sa population.

Le PIB par emploi de la Corse est proche de 65 000 euros en 2007, au 16^e rang régional. Il est encore 4 % inférieur à la moyenne de province, contre 6 % dix ans plus tôt. La croissance de ce ratio au cours des dernières années est voisine de la moyenne nationale, soit 3 % par an. Toutefois, en volume, le PIB par emploi a augmenté un peu moins vite en Corse que dans la plupart des économies régionales, indiquant des gains de productivité moins soutenus qu'ailleurs. La dernière décennie est donc marquée par une augmentation de l'emploi plus rapide en Corse que dans toutes les régions françaises, mais dont ont surtout bénéficié les secteurs à plus faible productivité du travail.

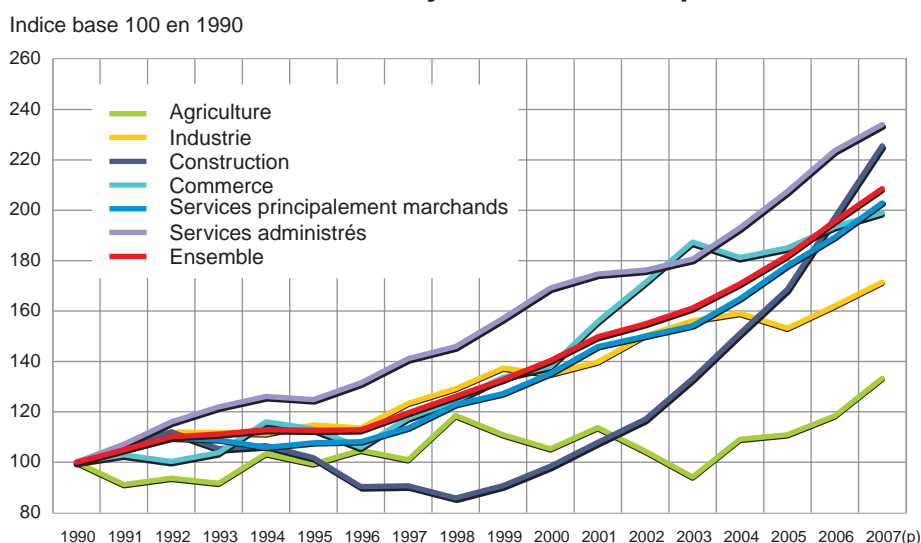
l'économie et ne traduit donc pas réellement un décollage industriel. Par ailleurs, le constat global de l'atrophie industrielle en Corse masque des situations très contrastées. Ainsi, l'industrie insulaire est marquée par la prépondérance du secteur énergétique, qui pèse trois fois plus dans la valeur ajoutée industrielle en Corse qu'au niveau national. A l'inverse, le secteur manufacturier est très réduit (37 % de la valeur ajoutée industrielle contre 74 % en France). En effet, la production de biens de consommation et de biens intermédiaires est limitée, tandis que l'industrie des biens d'équipement reste concentrée dans quelques entreprises. Pour autant, cette branche « biens d'équipement » est à créditer d'incontestables succès. Sa valeur ajoutée a augmenté à un rythme supérieur à 6 % depuis 10 ans, contre 1,8 % au niveau national. Inversement, la branche agroalimentaire est nettement moins dynamique mais pèse beaucoup dans le tissu industriel : elle regroupe près d'un quart de la valeur ajoutée industrielle contre 13 % pour la province. Par ailleurs, l'agroalimentaire demeure un secteur à faible productivité du travail : il ne représente que 1,3 % de la valeur ajoutée totale mais 2,4 % des effectifs (soit 2 200 salariés).

Construction très dynamique

La **construction** est un secteur clé de l'économie corse. Son poids dans la valeur ajoutée est de très loin la plus forte des régions métropolitaines (10 % contre 7,5 % en moyenne de province). En Corse, comme au niveau national, le BTP a connu

une période de récession marquée de 1992 à 1998. Sur cette période, la valeur ajoutée du secteur a reculé de près de 30 %. Depuis 1999, en revanche, la construction est dans une phase d'expansion exceptionnelle. Elle a en effet été continûment stimulée par le dynamisme des constructions de logements. Les travaux publics ont également bénéficié de la vigueur de l'investissement public qui se renforce au cours des dernières années avec notamment la montée en charge du Programme

Evolution de la valeur ajoutée en valeur par secteur



Source : Insee, Comptes régionaux.

exceptionnel d'investissement (PEI). Ainsi, depuis 1999, la valeur ajoutée dégagée par le BTP a progressé en moyenne de 12 % par an en valeur, croissance de 4 points supérieure à la moyenne nationale.

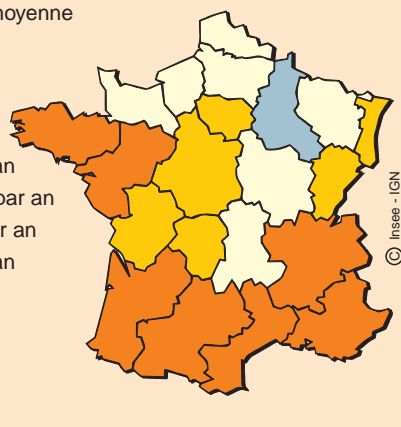
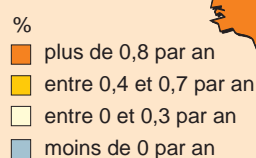
Le tourisme dynamise les services aux particuliers de 1996 à 2003

Les **services** constituent un autre pilier de l'économie corse. Parmi eux, les services marchands comptent en 2007 pour 40 % de la valeur ajoutée totale, poids identique à la moyenne de province. Cependant, contrairement aux autres régions, l'économie corse ne s'est pas « tertiarisée » au cours des dix dernières années. En effet, la croissance des services marchands n'a pas été significativement plus forte que le reste de l'économie insulaire. Par ailleurs, la répartition des activités qui

Croissance économique et évolution démographique

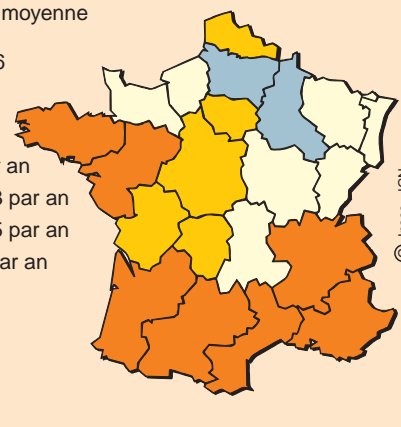
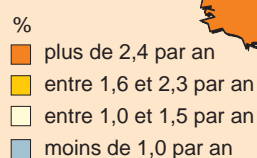
A l'instar de la Corse, les régions à forte croissance économique sont également marquées par le dynamisme de leur démographie. Ainsi, les régions du Sud et de l'Ouest de la France sont caractérisées à la fois par une vigueur économique et par un essor démographique supérieurs à la moyenne. Outre la Corse, c'est le cas par exemple des Pays de Loire, de la Bretagne, du Languedoc-Roussillon ou de Midi-Pyrénées. A l'inverse, les évolutions démographiques plus faibles du Nord, de l'Est et du Centre de la France se conjuguent avec des rythmes de croissance économique plus modérés. Néanmoins, cette corrélation n'indique pas le sens de la causalité. Ainsi, la croissance économique rend une région attractive et dans le même temps, le peuplement est facteur de croissance. L'endogénéité de ces deux phénomènes ne permet donc pas d'évaluer l'impact d'un accroissement démographique sur la création de richesse et inversement.

Variation annuelle moyenne de la population entre 1999 et 2006



Source : Insee, Estimations de population.

Variation annuelle moyenne du PIB en volume entre 1999 et 2006



Source : Insee, Comptes régionaux.

Le tertiaire marchand présente certaines spécificités. Ainsi, les activités immobilières ont un poids majeur dans l'économie corse, comme dans l'ensemble des régions méditerranéennes. L'activité de location immobilière liée au tourisme explique en partie cette surreprésentation. Cependant, elle ne constitue pas un moteur de l'économie, sa progression ayant été relativement modérée et affectée par des effets de prix sensibles. Les **services aux particuliers** ont également un poids important dans l'économie insulaire. Ils représentent 17 % du tertiaire marchand, contre 11 % pour la province. En particulier, la branche hôtellerie-restauration compte en Corse plus que dans toute autre région française. Au cours des dix dernières années, la valeur ajoutée de ce secteur a crû à un rythme voisin de la moyenne nationale et du reste de l'économie de l'île. En phase avec la conjoncture touristique, l'hôtellerie et la restauration ont en effet connu une croissance très vive de 1997 à 2003. Depuis lors, l'activité du secteur s'est stabilisée.

Essor des services aux entreprises et stabilisation du commerce

Les **services aux entreprises** comptent en Corse pour 11 % de la valeur ajoutée totale, poids parmi les plus faibles des régions françaises. Néanmoins, le secteur est en plein essor depuis le début des années 2000, sa croissance annuelle atteignant 7 % en valeur, soit 1,5 point de plus que la moyenne nationale. En particulier, la valeur ajoutée dégagée par les activités de conseil et d'assistance progresse depuis dix ans à un rythme moyen d'environ 11 %, de 4 points supérieur à la moyenne nationale. Ce réel décollage est particulièrement porteur de sens en matière d'innovation, dans la mesure où ces activités de conseil comportent souvent une composante technologique (informatique, ingénierie) et regroupent un nombre

important de professions intellectuelles. Parallèlement, les services aux entreprises dits « opérationnels » (location, fourniture de personnel, nettoyage, sécurité) ont également connu une montée en charge au cours des dernières années. Leur valeur ajoutée a crû à un rythme proche de 8 % l'an depuis dix ans, sensiblement supérieur à la moyenne nationale. Au total, si les services aux entreprises forment un ensemble d'activités hétérogènes, dont les dynamiques économiques diffèrent, ils n'en restent pas moins un véritable moteur économique qu'il convient de ne pas mésestimer.

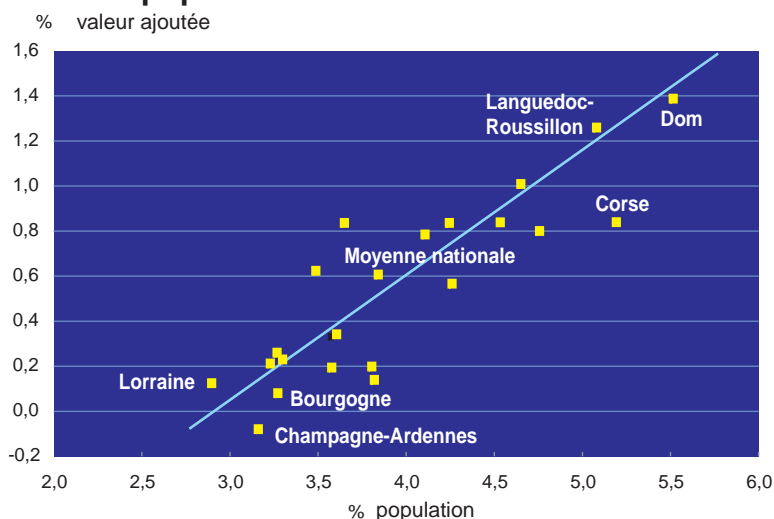
Le **commerce** génère 11 % de la valeur ajoutée totale en 2007, à peine plus que la moyenne de province. Au-delà de son poids dans la création de richesse, le commerce de détail apparaît un secteur prépondérant en termes d'emplois (16 % des effectifs salariés), illustrant sa faible productivité du travail. Entre 1996 et 2003, ce secteur, fortement stimulé par le tourisme, a enregistré une très vive progression de la valeur ajoutée (+ 8,5 % par an en valeur). Sur cette période, il était l'un des principaux moteurs de la croissance insulaire. Depuis lors, l'activité commerciale, tout comme celle d'hôtellerie-restauration, s'est stabilisée.

Une économie encore très administrée

La surreprésentation des **services administrés** constitue un autre trait dominant de la structure économique en Corse. Ces services regroupent des activités diverses telles que l'éducation, la santé, l'action sociale ou l'administration dont une

partie est marchande (par exemple, la santé du secteur libéral). Également qualifiés de principalement non marchands, ces services représentent 31 % de la valeur ajoutée totale en 2007, poids le plus élevé de toutes les régions métropolitaines. De surcroît, cette valeur ajoutée non marchande s'est accrue depuis 1997 à un rythme élevé (proche de 5 % en valeur contre 4 % en moyenne nationale), contribuant fortement à la croissance économique. Néanmoins, cette progression rapide ne traduit pas nécessairement un accroissement de l'assistantat. En effet, d'autres régions enregistrent une croissance analogue de leurs services administrés (Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur). Comme la Corse, il s'agit pour la plupart de régions très

Croissance de la valeur ajoutée non marchande et de la population entre 1997 et 2007

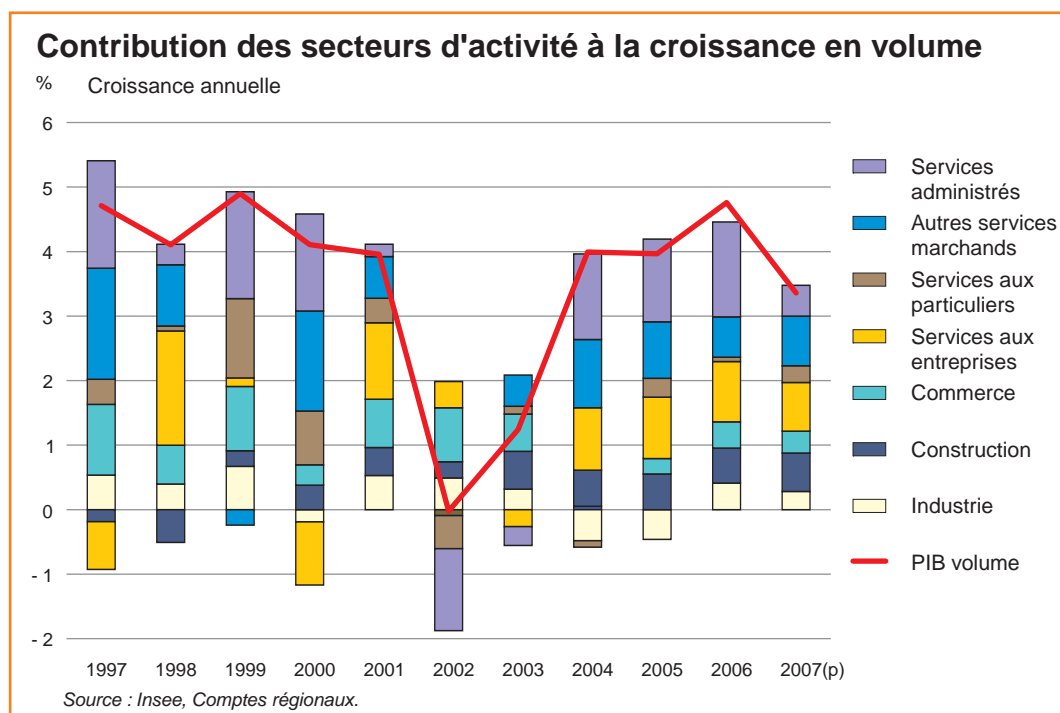


Données 2007 provisoires
Source : Insee, Comptes régionaux, Estimations de population.

dynamiques, notamment au niveau démographique, dont le peuplement rapide entraîne le développement d'infrastructures (écoles, hôpitaux&) et donc de services non marchands.

Les services marchands, principal moteur de la croissance

Au cours des dernières années, les services administrés ont largement contribué à la croissance économique. Ces services non marchands ont « rapporté » chaque année près d'un point à la croissance de la valeur ajoutée en volume (et donc au PIB), à l'exception des années 2001 à 2003 marquées par le tassement des effectifs de la fonction publique. Au total, plus de 20 % de la croissance du PIB s'explique donc par les seules activités administrées. C'est certes considérable mais peu



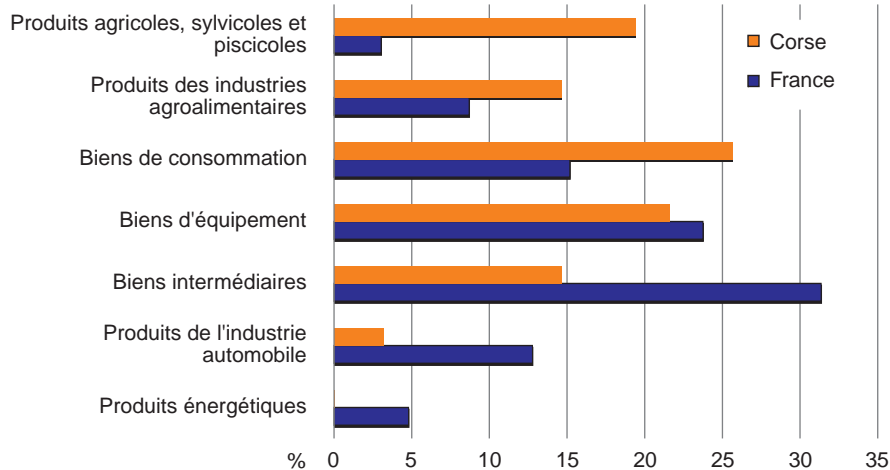
supérieur aux régions méditerranéennes et nettement en deçà de l'outre-mer. La construction est également un secteur contribuant significativement à la croissance (0,6 point par an en volume depuis 2003). Cependant, contrairement à une idée couramment répandue, il ne s'agit pas du principal moteur économique car sa croissance en volume est freinée par de vives hausses des prix de production. En effet, ce sont les services marchands qui constituent les principales forces d'entraînement de l'économie insulaire. Au cours des dix dernières années, leur contribution à la croissance en volume est de l'ordre de 1,5 point. Ce ne sont pas seulement les services directement liés au tourisme qui expliquent ce mouvement mais l'ensemble des services marchands, en particulier ceux à destination des entreprises mais aussi de l'immobilier. Depuis 2004, les seuls services aux entreprises apportent chaque année près d'un point à la croissance du PIB en volume, plus que la construction.

Des exportations modestes orientées vers les productions « traditionnelles »

Avec 17,3 millions d'euros en 2007, les **exportations** de la Corse restent extrêmement modestes. Elles le sont encore plus rapportées au PIB. Ainsi, en 2007, les exportations de la Corse représentaient 0,2 % de son PIB, contre 21 % au niveau national. Cette ouverture sur les marchés extérieurs est même sensiblement plus réduite que dans les Dom, où les exportations représentent 1 % du PIB. Les Dom présentent néanmoins de profondes disparités entre la Guadeloupe, où les exportations pèsent peu, et la Guyane dont les exportations bénéficient de ses activités spatiales. Compte tenu de la faiblesse des flux, les fluctuations annuelles d'exportations sont très importantes en Corse, limitant la portée des analyses. Un trait marquant des exportations corses est néanmoins la prépondérance des productions « traditionnelles ». Ainsi, au cours des trois dernières années, les produits agricoles regroupent près de 20 % des ventes à l'extérieur contre 3 % pour la moyenne nationale (et à peine plus de 1% dans les Dom). Par ailleurs, l'industrie agroalimentaire représente 15 % des exportations en Corse, lesquelles concernent essentiellement les boissons. Inversement, les produits manufacturiers pèsent

Répartition des exportation par produits

en moyenne entre le 1^{er} trimestre 2006 et le 3^e trimestre 2008*



*les flux d'exportation étant pour la Corse très faibles et erratiques, une période d'observation assez large est nécessaire.

Source : Direction générale des douanes.

beaucoup moins dans les exportations de Corse et sont concentrés sur quelques produits (produits pharmaceutiques, construction navale). Enfin, à la différence des Dom (et surtout des Antilles), la Corse n'exporte pas d'énergie. Les exportations de l'île sont pour moitié tournées vers l'Union européenne (26 partenaires), contre les deux tiers au niveau national. A l'inverse, l'Afrique pèse deux fois plus dans les ventes insulaires (12 % des exportations) et concerne essentiellement les pays du Maghreb.

Pour en savoir plus

Les données 2007 des comptes régionaux sont provisoires (p).

■ Définitions

Valeur ajoutée : différence entre la valeur des biens et services produits et celle des biens et services utilisés pour la production (consommations intermédiaires)

Produit Intérieur Brut (PIB) : le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes augmentées des impôts sur les produits (TVA, droits de douanes, taxes spécifiques) moins les subventions sur les produits.

PIB en valeur : le PIB est dit en valeur ou nominal si ses différentes composantes sont évaluées aux prix de l'année en cours (PIB à prix courants).

PIB en volume : Le PIB est dit en volume ou réel si les montants qui le constituent ont été évalués aux prix d'une année donnée choisie comme année de base (PIB à prix constants corrigés de la hausse des prix).

PIB par emploi : le PIB en volume par emploi est une approximation de la productivité apparente du travail par tête.

Productivité : rapport entre une production et les ressources mises en Suvre pour l'obtenir.

Dans cette étude on utilise la **productivité « apparente du travail » par tête** qui ne tient compte que du seul facteur travail comme ressource mise en Suvre. Le terme "apparente" rappelle que la productivité dépend de l'ensemble des facteurs de production et de la façon dont ils sont combinés. La productivité apparente du travail par tête est le rapport entre la richesse créée (mesurée par la valeur ajoutée en volume) et le volume de travail mis en Suvre dans le processus de production (mesuré par le nombre de personne en emploi).

■ Nomenclatures utilisées

Nomenclature des activités dans la communauté européenne (NACE) pour la partie consacrée aux îles européennes - <http://ec.europa.eu/eurostat> : Accueil > RAMON > Metadata

Nomenclature économique de synthèse (NES) pour le reste de l'étude - www.insee.fr : Accueil |> Définitions et méthodes > nomenclatures

■ Pour aller plus loin

Produits intérieurs bruts régionaux et valeurs ajoutées régionales - base 2000 - www.insee.fr : Accueil > Thèmes > Economie > Economie générale